

Paris exige une date pour la reprise du dialogue au Burundi

PANA, 03 mars 2016 Paris, France – Le ministre français des Affaires Étrangères a exigé mercredi l'annonce d'une date de la reprise du dialogue tout en saluant la nomination par les chefs d'État de la Communauté d'Afrique de l'Est, de M. Benjamin Mkapa, en qualité de facilitateur du dialogue inter-burundais. « Les engagements annoncés par les autorités burundaises dans le cadre de la mobilisation des acteurs régionaux et internationaux pour la résolution de la crise appellent une concrétisation dans les meilleurs délais », a plaidé le porte-parole du ministre français des Affaires Étrangères.

"De nouvelles mesures sont attendues, notamment en faveur du respect effectif des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ainsi que pour l'ouverture de l'espace politique et médiatique", a ajouté le Quai d'Orsay. Une crise politique aggravée par des violations de droits de l'homme secoue le Burundi depuis plus de dix mois et fait craindre une nouvelle guerre civile, après celle de 1993 à 2006 qui avait fait milliers de morts et plus d'un million d'exilés forcés. Benjamin Mkapa, 77 ans, ancien président tanzanien de 1995 à 2005, a été choisi mercredi par les chefs d'État de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (Eac), réunis en sommet en Tanzanie. Il doit favoriser la reprise du dialogue entre le pouvoir burundais et son opposition. Depuis le début de cette nouvelle crise, au moins 400 personnes ont été tuées et environ 250.000 se sont réfugiés à l'étranger dans une ambiance avec les mêmes ingrédients de la guerre civile de 1993. Malgré un ballet diplomatique intense et sans précédent, l'initiative des Nations unies et de l'Union africaine (Ua), aucun signe d'apaisement ne se profile dans les hostilités entre les principaux protagonistes burundais d'une crise politique qui continue à s'enliser depuis bientôt une année.